

La deuxième option, soit la recherche d'une intégration plus complète avec les États-Unis, est celle qui répond aux intérêts économiques du Canada. M. Sharp le reconnaît, mais il se lance aussitôt dans une série d'affirmations plausibles bien que hors de propos pour démontrer qu'une zone de libre-échange se transformerait forcément en union douanière puis en une union politique, ce qui serait inacceptable aux Canadiens. Il est à la fois étonnant et regrettable que le haut mérite des fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures — dont l'excellence est reconnue par tous les ministères des Affaires étrangères que je connaisse — serve à appuyer implicitement cette parodie de l'histoire de l'Association européenne de libre-échange que nous sert M. Sharp. Une connaissance même élémentaire de cette histoire démontre que, dans les associations de ce genre, les tarifs ne sont pas le seul obstacle au commerce et que pour rendre le libre-échange équitable il faut supprimer d'autres barrières. L'expérience du Canada dans le cadre du système des tarifs préférentiels du Commonwealth (qui n'est pas à proprement parler une zone de libre-échange, mais qui procède du même principe économique), ne fait ressortir aucune tendance parmi les adhérents à procéder «par logique interne vers l'union économique et douanière totale».

Il est également instructif de comparer les arguments invoqués par M. Sharp, pour prouver que les désavantages politiques que présenterait l'intégration économique avec les États-Unis l'emporteraient sur les avantages économiques, avec les motifs invoqués en Grande-Bretagne pour justifier son adhésion au Marché commun européen, à savoir que les avantages politiques acquis sur le plan international compenseraient largement les désavantages économiques inévitables.

Si les Canadiens veulent se soustraire à la domination américaine, le meilleur moyen d'y parvenir est de s'assurer la plus grande participation possible aux richesses et au dynamisme de nos voisins (bien que, sur le plan du dynamisme, les Japonais, les Allemands et les Italiens les devancent et de loin — autre exemple de l'extraordinaire crédulité des Canadiens à l'égard des mythes américains) et de dépenser à leur gré les profits qu'ils en retireraient. Plus les Canadiens seront riches, moins ils permettront à une majorité américaine de décider la façon dont ils doivent dépenser leur argent.

Ligne de conduite du Canada

La première option — celle de maintenir l'état actuel de nos relations avec les

États-Unis — n'énonce pas ce que le Canada peut ou devrait faire, mais dit bien ce qu'il fera en réalité. Les politiques canadiennes touchant les États-Unis sont, depuis le début de la «phase trois» de M. Sharp, marquées par une fanfaronnade que vient tempérer l'opportunisme dès qu'un important intérêt canadien à court terme s'en trouve menacé. Si les Canadiens voulaient vraiment leur propre «identité» au point d'être prêts à en payer le prix, ils accueilleraient volontiers toute politique américaine mettant le Canada sur le même pied que tous les autres pays, au lieu de se précipiter chaque fois à Washington en quête de privilèges au titre de nos «relations spéciales». Mais puisque le gouvernement canadien adopte toujours cette seconde ligne de conduite et que les électeurs sont assez astucieux pour se soustraire aux pressions centralisatrices, soit en insistant sur les droits des provinces soit en élisant au fédéral des gouvernements de coalition, la politique canadienne à l'endroit des États-Unis en sera forcément une d'opportunisme à court terme (première option) et non de programmes nationaux à longue échéance (deuxième ou troisième option); il se peut d'ailleurs que ce soit la meilleure des «options» proposées par M. Sharp.

Pour conclure, il y aurait lieu de commenter deux thèmes principaux de cet article: l'«attraction continentale» et la «vulnérabilité canadienne». En termes économiques, l'«attraction continentale» consiste simplement pour une ancienne colonie, fille d'une mère-patrie devenue vieille et périlante, à reconnaître qu'il serait temps de la délaisser et de se rapprocher de ce jeune voisin, riche et puissant. En termes culturels, c'est se rendre compte du fait que les très riches peuvent, mieux que les pauvres, enseigner aux modérément riches à dépenser sagement leur argent. Les États-Unis sont un guide universel en ce qui a trait au développement et à la diffusion de modes de vie conçus pour une société (sans classes) populaire et opulente. Seul l'esprit de clocher des Canadiens les empêche de constater que ce qui leur semble de l'«américanisation» est accepté dans d'autres pays des deux côtés du «rideau de fer», bon gré mal gré, comme la modernisation et la démocratisation de la société. D'un autre point de vue, les craintes exprimées au sujet de l'«attraction continentale» traduisent le rejet du monde moderne par la vieille élite britannique de la société canadienne.

La «vulnérabilité canadienne» est une autre expression ambiguë. Du point de vue économique, elle se rapporte au fait qu'en raison de la très grande interdépendance